



**PROGRAMME DE COMPÉTITIVITÉ DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST
PROFIL D'INVESTISSEMENT RÉGIONAL - RÉSUMÉ**

CHAÎNE DE VALEUR DES TIC



Financé par
l'Union européenne

Mis en œuvre par :





© Centre du commerce international 2022

L'ITC encourage la réimpression et la traduction de ses publications pour une diffusion plus large. De courts extraits de cet article peuvent être librement reproduits, avec mention de la source. Une autorisation doit être demandée pour une reproduction ou une traduction plus étendue. Une copie du matériel réimprimé ou traduit doit être envoyée à l'ITC.

Adresse : ITC
54-56, rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Boîte postale : ITC
Palais des Nations
1211 Genève 10,
Suisse

Téléphone : +41-22 730 0111

Fax : +41-22 733 4439

Courriel : itcreg@intracen.org

Internet : <http://www.intracen.org>

Sauf indication contraire, toutes les photographies figurant dans cette publication sont © shutterstock.com. Les photographies sont utilisées à des fins d'illustration et peuvent ne pas être une représentation exacte du produit décrit.



Financé par
l'Union européenne



PROGRAMME DE COMPÉTITIVITÉ DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST
PROFIL D'INVESTISSEMENT régional - RÉSUMÉ

CHAÎNE DE VALEUR DES TIC

Mars 2022

REMERCIEMENTS

Ce profil d'investissement a été préparé dans le cadre du Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) qui est financé par l'Union européenne. Le WACOMP est mis en œuvre par le Centre du commerce international et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en collaboration avec la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le WACOMP est déployé dans tous les États membres de la CEDEAO plus la Mauritanie. Le WACOMP se concentre sur quatre chaînes de valeur sélectionnées, à savoir la mangue, le textile/les vêtements, les technologies de l'information et de la communication et le manioc. Il vise à renforcer la compétitivité des pays d'Afrique de l'Ouest et à améliorer leur intégration dans le système commercial régional et international, grâce à un niveau accru de production, de transformation et de capacités d'exportation des secteurs privés, conformément aux stratégies industrielles et des PME régionales et nationales.



Des contributions spéciales à la rédaction de ce rapport ont été fournies par :

Kasek Galgal, Alain Ducass, Jean-Christophe Barbant, Manuel Joaquim Tavares de Lima, Moussa Ouattara, Poncelet Ileleji, Regina Mbodj et Tsonam Akpeloo

Assurance qualité :

Centre du commerce international (ITC), section Facilitation des échanges et Politiques pour l'entreprise (TFPB) ; Jean-Sébastien Roure, administrateur principal (TFPB) ; Quan Zhao, conseiller en politique commerciale (TFPB) ; Fabiana Fong, conseiller associé en politique commerciale (TFPB) ; Yvan Rwananga, consultant en politique commerciale (TFPB) ; TCA Ranganathan, consultant externe

Auteur : Nitidæ et Abdoulaye Seck
Conception : Iva Stastny Brosig, Design plus d.o.o
Rédacteur : Vanessa Finaughty

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Centre du commerce international ou de la Commission de la CEDEAO.

© Centre du commerce international 2022

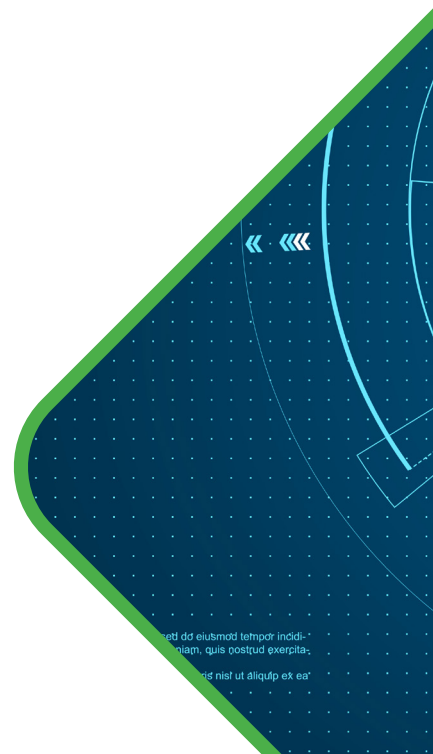


Table des matières

PRÉFACE	2
1. POURQUOI INVESTIR DANS LA CEDEAO ?	5
1.1. MACROÉCONOMIE DE LA CEDEAO	5
1.2. MESURES INCITATIVES DE LA CEDEAO POUR LES INVESTISSEURS	6
2. POURQUOI ET COMMENT INVESTIR DANS LA CHAÎNE DE VALEUR DES TIC DANS LA CEDEAO	7
2.1. POTENTIEL DE CROISSANCE CONTINUE	7
2.2. SURFER SUR LA VAGUE DE LA CROISSANCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE	7
3. OPPORTUNITÉS ET ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	9
3.1. CONNECTIVITÉ À LARGE BANDE TERRESTRE, RURALE ET FIXE	9
3.2. INDUSTRIE DES SERVICES TIC ET DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES	10
3.3. EXTERNALISATION DES PROCESSUS D’AFFAIRES (BPO)	10
4. POINTS CLÉS POUR UN INVESTISSEMENT RÉUSSI	11
4.1. L’AVANTAGE DU PIONNIER	11
4.3. UN ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES	11
4.2. INNOVATION ET ADAPTABILITÉ	11
5. PROFILS PAYS	12
CABO VERDE	14
SÉNÉGAL	16
MALI	18
NIGERIA	20
GAMBIE	22
GHANA	24



PRÉFACE

COMMISSION DE LA CEDEAO



Le profil régional d'investissement sur la chaîne de valeur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est développé avec l'appui du Centre du Commerce International (CCI) dans le cadre du Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP)

financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et le CCI de Genève.

Le programme WACOMP vise à renforcer la compétitivité économique de l'Afrique de l'Ouest et développer différentes chaînes de valeur nationales et régionales dont les suivantes à savoir le manioc, la mangue, les textiles et les vêtements et les Technologies de l'Information Communication et à améliorer le climat des affaires dans la région.

Le présent profil d'investissement est un recueil d'informations présentant le potentiel de la région dans le domaine de la chaîne de valeur des TIC. Il est conçu pour soutenir le secteur privé dans sa quête de nouvelles idées de projets et faciliter les prises de décisions d'investissement.

Son élaboration participe à cet égard de la mise en oeuvre de la politique régionale d'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, de la politique communautaire des investissements et de la politique commerciale et de la CEDEAO.

L'industrie des TIC est en croissance en Afrique de l'Ouest avec un potentiel significatif. La contribution de cette industrie dans la gestion de la pandémie de COVID-19 a permis aux agents économiques de s'adapter et de faire preuve d'une résilience aux chocs externes. En effet, l'utilisation des solutions digitales comme les logiciels de gestion des entreprises et des exploitations agricoles, les plateformes de commerce électronique, de paiements électroniques et de médias sociaux ont permis aux agents économiques de poursuivre leurs activités et à générer des revenus conséquents. Ces effets sont d'autant plus importants que l'utilisation de la fibre optique a permis aux différents acteurs de bénéficier

d'un haut débit leur permettant de faire des transactions commerciales au niveau régional et international.

La population de l'Afrique de l'Ouest excède aujourd'hui plus de 397 millions d'habitants et l'offre actuelle de services TICs ne permet pas de répondre aux besoins du marché. Avec la mise en oeuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), il s'agira de satisfaire les besoins d'un marché africain s'élevant à plus de 1,4 milliard d'habitants.

La commission de la CEDEAO se réjouit de la publication de cet outil de promotion des investissements en Afrique de l'Ouest et saisit cette occasion pour remercier ses partenaires pour leur accompagnement et leurs efforts dans sa conception et sa rédaction.

Aux utilisateurs futurs de ces profils, nous souhaitons un très bon usage.

M. Mamadou TRAORE

Commissaire chargé de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé

DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU NIGERIA ET À LA CEDEAO



À l'UE, nous nous réjouissons de la coopération dynamique entre nous, les Communautés économiques régionales (CER) et le secteur privé dans toute la région. L'étude sur le profil d'investissement est soutenue par le Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP). Il s'agit de l'un de nos programmes phares mis en œuvre en Afrique de l'Ouest. En tant que programme dédié à l'amélioration de la compétitivité de la région dans plusieurs chaînes de valeur, il devient impératif de présenter les potentiels de certaines de ces chaînes de valeur développées. Afin de stimuler les investissements (locaux et internationaux), de créer des emplois, en particulier pour les jeunes, dans un monde qui lutte et se remet de la pandémie de COVID, il n'y a pas de meilleur moment que maintenant pour promouvoir les opportunités d'investissement en Afrique de l'Ouest/CEDEAO.

Nous soutenons donc de tout cœur les publications des profils d'investissement de la CEDEAO pour la mangue, les technologies de l'information et de la communication (TIC), le textile et le manioc. Dans le secteur des TIC, les opportunités sont liées au déficit, car l'Afrique est en retard sur le reste du monde en ce qui concerne la portée et la qualité de la pénétration des TIC. Des investissements de l'ordre de 3 milliards de dollars par an seront nécessaires pour y remédier. Le secteur privé a bien servi le continent en fournissant des infrastructures TIC et il faut continuer à l'encourager.

Attirer les investissements et créer un environnement propice aux affaires est la clé d'une diversification et d'un développement réussis des économies de la région, voire du continent tout entier. Cela est également vrai pour les chaînes de valeur de la mangue, des TIC, du textile et du manioc. La facilitation des investissements est au cœur de l'initiative "Global Gateway" de l'UE, qui vise à ce que les institutions et les États membres de l'UE mobilisent conjointement jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements dans des secteurs sélectionnés. L'UE est également partenaire de l'Afrique dans le cadre du plan d'investissement extérieur de l'UE (PEI). L'UE s'engage ainsi à créer des emplois, à stimuler les économies et à offrir aux populations un avenir meilleur.

Ce rapport fournira aux investisseurs des informations pertinentes sur la manière de tirer parti des opportunités offertes par les chaînes de valeur, de la production au marché. En saisissant les opportunités d'investissement stratégiques, les investisseurs contribueront au développement économique de la région.

Je tiens à remercier l'ITC et nos autres partenaires de WACOMP pour avoir entrepris cette étude très utile des profils d'investissement dans 4 secteurs critiques (Mangue, TIC, Textile et Manioc) qui stimulera et soutiendra les investissements dans les secteurs public et privé, les gouvernements et les populations d'Afrique de l'Ouest.

Cecile TASSIN-PELZER

Cheffe de la coopération, Délégation de l'Union européenne au Nigeria et à la CEDEAO



1. Pourquoi investir dans la CEDEAO ?

1.1. MACROÉCONOMIE DE LA CEDEAO

UNE RÉGION RICHE EN RESSOURCES AVEC UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

L'un des avantages de la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est sa situation géographique, car elle se trouve au **carrefour d'importantes routes** reliant l'Europe, les Amériques et le reste de l'Afrique. La région bénéficie également d'un **vaste éventail de ressources naturelles**, allant du désert saharien aride et semi-aride du nord et du Sahel à la mousson tropicale et à la forêt tropicale du sud. Cette richesse largement inexploitée offre de vastes possibilités de développement économique.

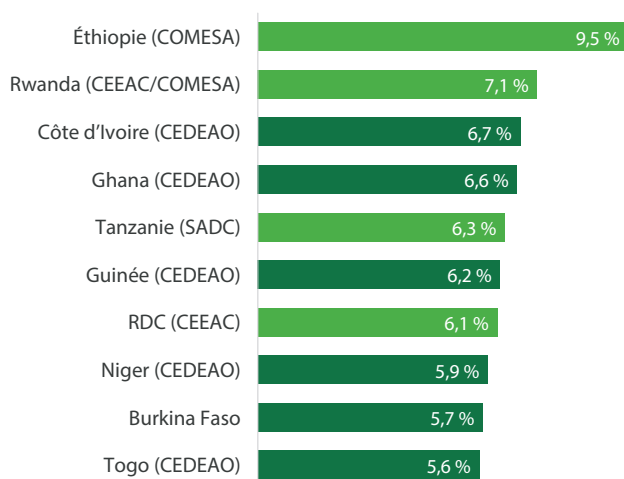
UNE RÉGION PACIFIQUE, SÛRE ET STABLE

La région est devenue un endroit plus paisible pour vivre et faire des affaires. Bien que certains pays de la région aient récemment été confrontés à des troubles politiques, d'autres ont été classés par la Banque mondiale parmi les plus **stables politiquement et les moins violents** du continent. La création en juin 2015 de la Division de la facilitation de la médiation (MFD) constitue un instrument important pour la prévention, la gestion, la résolution des conflits, le maintien de la paix et la sécurité. La région est également systématiquement en avance sur le reste du continent en ce qui concerne les indicateurs de la Banque mondiale relatifs à la **qualité de la gouvernance**.

CONDUIRE À UNE FORTE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Dans l'ensemble, la région abrite six des dix **économies africaines ayant connu la croissance la plus rapide** au cours de la dernière décennie, avec une croissance moyenne de 5,6% (Togo) à 6,7% (Côte d'Ivoire). La région de la CEDEAO a connu la plus forte **augmentation des exportations totales**, avec un taux moyen de 5,1% par an, pour atteindre 196,2 milliards de dollars US en 2018 à prix constants (la troisième plus importante de la communauté économique régionale). En outre, la région a toujours été un **lieu attrayant pour les investissements étrangers**, comme le montrent les flux relativement importants d'investissements directs étrangers (IDE) qui ont réagi positivement à l'amélioration de l'environnement réglementaire. L'augmentation par un facteur de 2,2 dans la région, ou de manière équivalente, à un taux annuel de 9% en 2019, est de loin la plus importante en Afrique.

Croissance du PIB réel des économies africaines à la croissance la plus rapide (2010-2019)



Remarque : Croissance du PIB réel des économies africaines à la croissance la plus rapide (2010-2019)

Source : Auteur, sur la base des données de la Banque mondiale.

36,8 / 100

Gouvernance mondiale
« Stabilité politique/Absence de violence »

55,8 / 100

Indice de liberté
économique de la
Banque mondiale

1.2. MESURES INCITATIVES DE LA CEDEAO POUR LES INVESTISSEURS



UN CADRE COMMERCIAL AMÉLIORÉ

La région se caractérise notamment par la libre circulation des biens et des services grâce à la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires, un tarif extérieur commun, des mécanismes de surveillance de la stabilité macroéconomique et une monnaie unique (le franc CFA) pour le sous-groupe des huit pays. Grâce à l'**environnement commercial** actuel, le démarrage d'une entreprise est beaucoup plus facile et moins coûteux dans la région de la CEDEAO, en moyenne, par rapport aux autres communautés économiques régionales (CER) africaines. En ce qui concerne les **infrastructures** physiques (solides), selon l'indice de développement des infrastructures en Afrique, la région est à la traîne des autres CER, mais une amélioration notable suggère qu'elle est en train de rattraper son retard, car elle s'est lancée dans d'ambitieux programmes de développement des infrastructures régionales et nationales.



UNE STRATÉGIE RÉFLÉCHIE POUR ATTIRER LES INVESTISSEMENTS

Afin d'attirer les IDE, d'augmenter les exportations, de créer des emplois et de générer des retombées en termes de productivité, chacun des pays d'Afrique de l'Ouest a développé au moins une **zone économique spéciale (ZES)**. L'objectif général est de renforcer la tendance des industries manufacturières et de services à se concentrer géographiquement dans les villes et les groupements industriels, afin de « construire des infrastructures résilientes, de promouvoir une industrialisation durable et d'encourager l'innovation ». ¹ Si les performances qualitatives des ZES en Afrique tendent à être limitées, ces dispositifs restent néanmoins des instruments attrayants et viables pour les politiques industrielles. ² Lorsqu'il s'agit de la promotion des investissements, en particulier des IDE, l'un des cadres clés au niveau régional est le **Code régional commun des investissements de la CEDEAO (ECOWIC)**, qui s'applique aux droits et obligations des États membres et des investisseurs.



AVEC DES RÉFORMES STRUCTURELLES POUR CONTINUER À AMÉLIORER LE PAYSAGE DES AFFAIRES ET DES INVESTISSEMENTS

Les réformes ambitieuses et profondes en cours devraient, à juste titre, modifier structurellement le paysage du commerce et de l'investissement dans la région. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de programmes bien pensés. Le **Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP)** vise à renforcer la performance, la croissance et la contribution de l'industrie, du commerce régional et des exportations de certaines chaînes de valeur, et à améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional. La **Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA0)** vise à accélérer l'industrialisation de la région. Le **Programme du système qualité en Afrique de l'Ouest (PSQAO)** vise à renforcer l'infrastructure de la qualité pour une plus grande efficacité, une compétitivité accrue et une meilleure participation au commerce intrarégional et interrégional. Le cadre stratégique pour la stratégie de développement du secteur privé vise à faire du secteur privé un moteur dynamique de la croissance économique. Au niveau continental, la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA)** permettra de réduire davantage les barrières commerciales, de faciliter la libre circulation des personnes et de la main-d'œuvre ainsi que le droit de résidence et d'établissement, et d'accroître les investissements.

Face à la concurrence accrue pour attirer les entreprises internationales, les pays d'Afrique de l'Ouest ont sans doute une carte à jouer. Dans la mesure où les investisseurs sont bien conscients de tous ces développements positifs, les entreprises internationales prêtes à s'installer dans la région bénéficieront sans aucun doute d'excellents rendements tout en faisant partie d'un voyage collectif vers un plus grand dynamisme économique et social et l'émergence d'un acteur économique dominant en Afrique et au-delà.

1 Il s'agit de l'un des objectifs de développement durable (ODD, le 9e) des Nations Unies, qui aurait été adopté à l'instigation des délégations africaines.

2 Vous trouverez des discussions supplémentaires dans Newman, C. et J. Page (2017). « Industrial clusters: The case for Special Economic Zones in Africa ». Document de travail Wider 2017/15. Extrait de <https://www.wider.unu.edu/publication/industrial-clusters-1#:~:text=The%20case%20for%20Special%20Economic,to%20learning%20and%20technology%20transfers.>

2. Pourquoi et comment investir dans la chaîne de valeur des TIC dans la CEDEAO

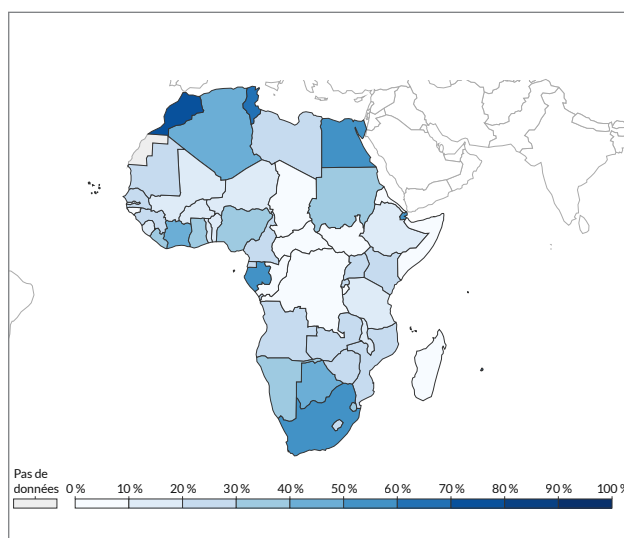
2.1. POTENTIEL DE CROISSANCE CONTINUE

Alors que l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) a augmenté rapidement, de larges segments de la région n'ont pas encore accès à des services de connectivité numérique adéquats.

Entre 2010 et 2018, le nombre d'abonnements aux services de téléphonie mobile a augmenté de 60% dans la région. Au cours de la même période, le pourcentage de la population utilisant l'internet a augmenté de façon spectaculaire, certains pays enregistrant une augmentation de plus de 400%, ce qui est l'une des plus élevées au monde.

Malgré cette croissance rapide et la volonté manifeste du marché d'adopter la technologie numérique, la région – et une grande partie du continent – reste parmi les moins connectées au niveau mondial. Cela suggère qu'il existe un grand potentiel de croissance et de nombreuses possibilités de conquérir ce marché pour les investisseurs qui sont capables de relever les défis de la connectivité.

2019 - Part moyenne de l'utilisation de l'internet en Afrique dans les trois mois suivants



Source : Our World in Data <https://ourworldindata.org/technology-adoption>

2.2. SURFER SUR LA VAGUE DE LA CROISSANCE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE

Le continent africain dans son ensemble a connu une croissance et des investissements numériques importants au cours de la dernière décennie.

En effet, la région de la CEDEAO a à la fois bénéficié et contribué à cette croissance dans la région. Une évolution majeure a été l'augmentation de l'offre de bande passante Internet sur le continent grâce à l'augmentation des investissements dans les infrastructures de câbles sous-marins en Afrique. La région de la CEDEAO prévoit à elle seule l'achèvement de quatre câbles sous-marins majeurs entre 2020 et 2024 (2Africa, Equiano, SHARE et EllaLink), reliant la région au reste de l'Afrique et au monde. Cette offre supplémentaire devrait servir à résoudre les problèmes de bande passante en aval de la chaîne d'approvisionnement. En fin de compte, cela permettra aux fournisseurs de services internet du dernier kilomètre d'être plus compétitifs et, idéalement, de réduire les coûts pour les clients, ce qui a traditionnellement constitué un obstacle majeur à l'accès.

22% à 45%.

Part supplémentaire de la population utilisant l'internet en 2010-2019 dans les pays ciblés.

368 Tbps

Estimation de la bande passante Internet supplémentaire qui sera débarquée par les projets de câbles sous-marins en 2020-2023.

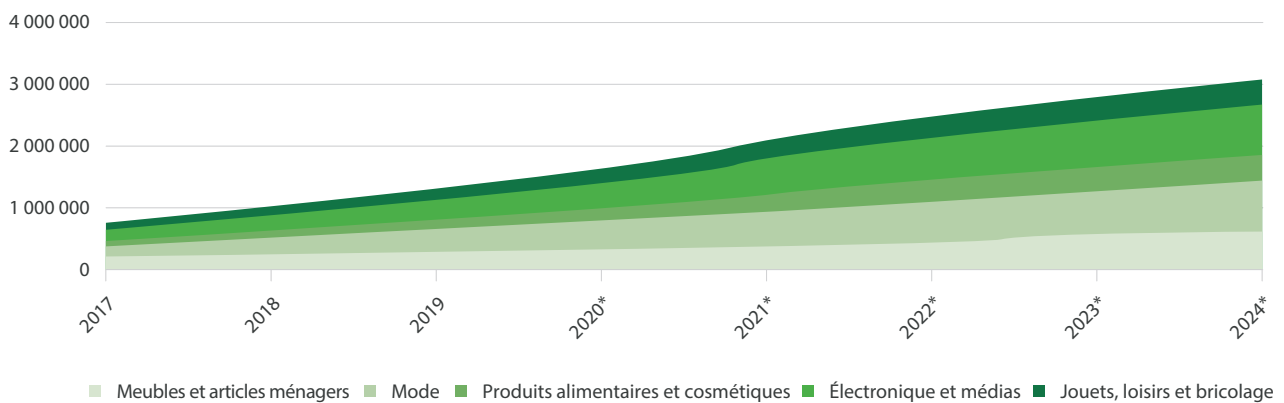
>30 Mds

Recettes du commerce électronique en euros d'ici 2024.

Les entreprises africaines ont également commencé à adopter la transformation numérique dans leur manière de commercer et de mener leurs opérations dans un marché moderne de plus en plus enclin au numérique. Le secteur du commerce électronique en est un exemple important, avec des revenus qui devraient plus que tripler pour atteindre plus de 30 milliards d'euros dans la période de 2017 à 2024. Les entreprises de la région de la CEDEAO ont été parmi les moteurs de cette évolution en

Afrique. Parmi les exemples, citons les magasins de commerce électronique tels que Jumia et le fournisseur de solutions de paiement numérique Flutterwave. Il convient de souligner que les petites et moyennes entreprises (PME) de la région utilisent ces plateformes locales pour atteindre leurs clients et faciliter les transactions. Avec l'amélioration de la connectivité numérique, ce marché devrait connaître une croissance significative car davantage de clients ont accès à ces plateformes.

Croissance des revenus du commerce électronique en Afrique par secteur



Source : Statista.



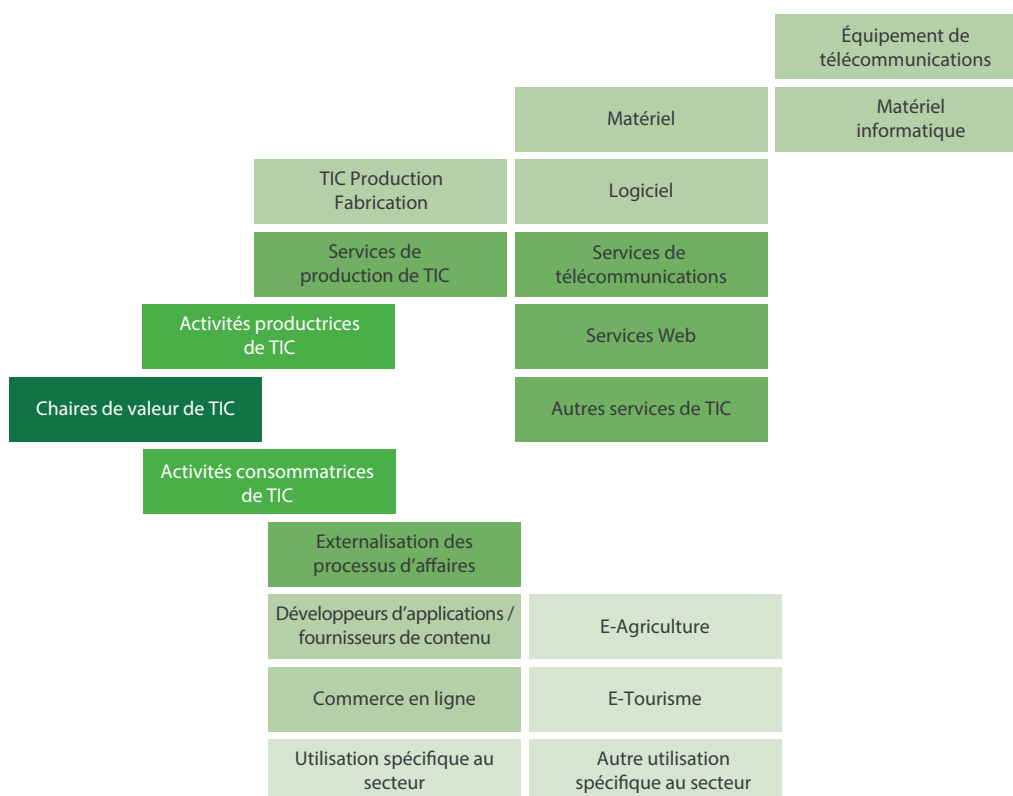
3. Opportunités et activités stratégiques

3.1. CONNECTIVITÉ À LARGE BANDE TERRESTRE, RURALE ET FIXE

Malgré l'augmentation de la bande passante internet qui a atteint les côtes africaines au cours des dernières décennies, et bien plus encore en cours de déploiement, la connectivité dans la région de la CEDEAO est loin d'être homogène. Les zones côtières et urbaines proches de l'infrastructure câblée bénéficient toujours d'une connectivité bien plus importante que les parties intérieures et rurales de la région. Les câbles sous-marins apportant de la bande passante, la prochaine opportunité serait pour les sociétés de télécommunications d'investir dans des réseaux terrestres pour connecter l'intérieur des terres où des portions importantes du marché restent encore mal desservies.

En outre, une grande partie de la population accède à l'internet par le biais de services internet mobiles, seule une petite minorité accédant à l'internet par le biais de services fixes à large bande, qui peuvent offrir une plus grande stabilité et de meilleures performances. Pour les investisseurs en télécommunications, le fait d'être un pionnier dans ce domaine constituerait un avantage considérable, car les entreprises, en particulier, recherchent ces performances et cette fiabilité pour prendre l'avantage sur le marché.

Diverses catégories générales de chaînes de valeur pour les investissements dans les TIC.



Source : Author's adaptation of the ICT value chain analysis framework by McCormick & Onjala (2007).

3.2. INDUSTRIE DES SERVICES TIC ET DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES

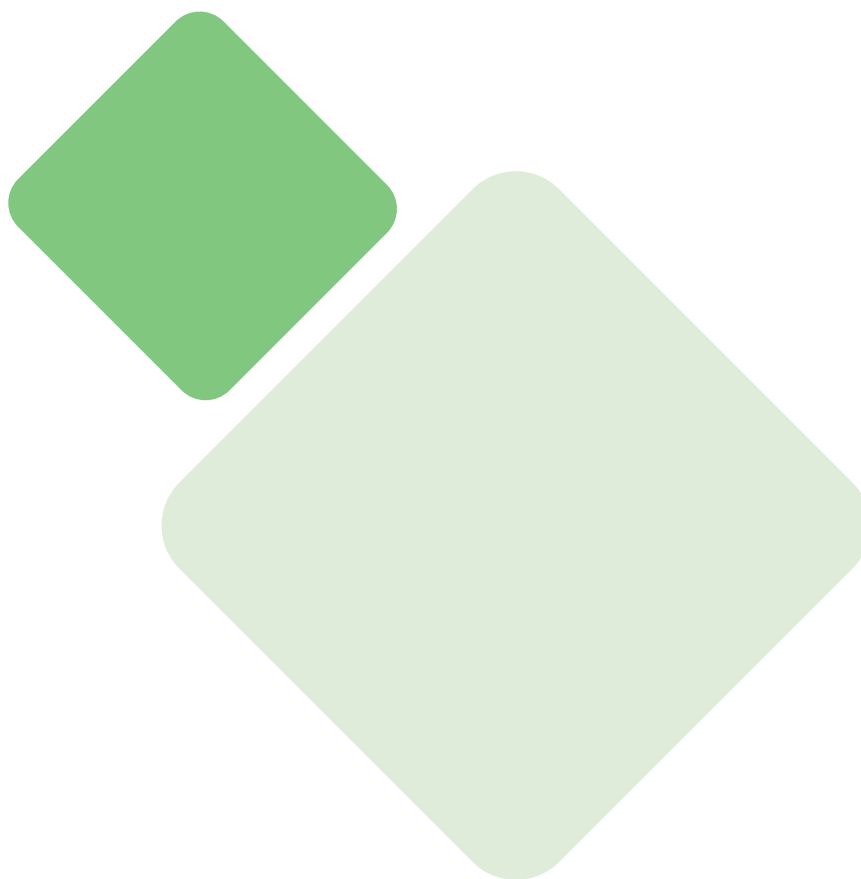
Outre le fait de permettre aux entreprises d'être en contact avec la clientèle, la technologie numérique est également utilisée pour améliorer les activités opérationnelles des entreprises. Parmi les exemples, citons l'automatisation dans le secteur manufacturier, les solutions numériques dans l'e-agriculture et le déploiement des TIC dans le tourisme et d'autres secteurs de services.

À mesure que ces activités de transformation numérique prennent de l'ampleur, on peut s'attendre à une augmentation de la demande de services et de solutions TIC, les entreprises cherchant à acquérir un avantage numérique. Les services TIC étant un secteur largement naissant dans la région, ils représentent donc une opportunité d'investissement intéressante dans ces conditions de marché.

3.3. EXTERNALISATION DES PROCESSUS D'AFFAIRES (BPO)

Outre de nouvelles façons de faire des affaires, des opportunités commerciales entièrement nouvelles peuvent s'ouvrir grâce à une connectivité accrue. Un exemple est celui des services d'externalisation des processus d'entreprise tels que les centres d'appels, les ressources humaines (RH) et les services de paie, ainsi que les services professionnels plus qualifiés tels que la comptabilité et la gestion financière. Avec une population nombreuse, jeune et de plus en plus instruite, la région dispose d'un marché du travail sain dans lequel il est possible de puiser.

Alors que les coûts de la main-d'œuvre augmentent dans d'autres destinations de BPO, notamment en Asie, les pays de la CEDEAO sont bien placés pour s'emparer d'une partie du marché mondial du BPO, le déploiement prévu des infrastructures TIC à venir permettant une nouvelle expansion dans ce secteur.



4. Points clés pour un investissement réussi

4.1. L'AVANTAGE DU PIONNIER

La nature même de la région, moins connectée numériquement que d'autres au niveau mondial, signifie qu'il existe moins d'acteurs opérant dans les chaînes de valeur numériques. C'est là que réside l'opportunité de capitaliser sur un marché qui n'est pas encore saturé. Bien qu'il y ait des risques à entrer prématurément sur un marché, il existe des avantages significatifs à être un pionnier sur un marché qui arrive rapidement à maturité, en particulier dans les industries axées sur la technologie.

4.3. UN ACCENT SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES


En raison des compétences techniques requises pour développer et mettre en œuvre la technologie numérique dans les opérations commerciales, les organisations qui attirent les meilleurs talents technologiques seraient mieux placées pour réussir. Cela s'applique non seulement au recrutement de personnes qualifiées dans les établissements d'enseignement, mais aussi à l'investissement dans le développement des compétences numériques chez les employés afin de répondre aux besoins en compétences numériques en constante évolution.

4.2. INNOVATION ET ADAPTABILITÉ

Chaque marché est unique et nécessite une mise en œuvre unique des pratiques commerciales afin d'atteindre le succès. La région de la CEDEAO n'est pas différente et présente un ensemble unique d'opportunités et de défis. La capacité d'une entreprise à innover et à relever ces défis lui permettra de tirer parti de ces opportunités.







PROGRAMME DE
COMPÉTITIVITÉ DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

**PROFILS
PAYS**

ZOOM SUR LE PAYS :

CABO VERDE



INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	0,557 millions
Superficie	4 033 km ²
Monnaie	Escudo du Cabo Verde (CVE)
Langues	Portugais, créole

Commerce	
Principaux produits exportés	Produits de la pêche ; vêtements
Principaux produits importés	Produits alimentaires ; carburant ; machines

Dynamisme économique	
PIB, nominal	1,98 milliard de dollars US
Croissance du PIB (réel, 2014-2019)	5,67%
IDE, flux entrants	0,107 milliard de dollars US
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	73,16%

Après 20 ans de croissance soutenue, le Cabo Verde a été l'un des premiers pays d'Afrique subsaharienne à atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire en 2007. Le pays est depuis longtemps une destination touristique attrayante, ce secteur contribuant à hauteur de 40% à la performance économique globale. Les revenus de l'importante industrie des services ainsi que les envois de fonds élevés de la diaspora soutiennent les déficits commerciaux constants que connaît le pays en raison de sa dépendance à l'égard des denrées alimentaires et autres produits importés.

SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

Les investissements continus du gouvernement et la promotion de l'économie numérique depuis plus d'une décennie ont permis une croissance accélérée du secteur. Grâce à l'achèvement de plusieurs projets de câbles sous-marins et d'autres initiatives d'infrastructures nationales, le Cabo Verde bénéficie aujourd'hui d'une connectivité numérique parmi les plus élevées de la région, selon différents paramètres.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	98
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	62%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	4,47%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Cabo Verde	
<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> Engagement politique du gouvernement à conduire la transformation numérique dans le pays ; Géolocalisation dans le centre de l'Atlantique avec proximité du reste de l'Afrique, de l'Europe et proximité transatlantique des Amériques ; Connectivité par fibre optique sous-marine résiliente établie et à venir vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique ; Augmentation du taux de pénétration du téléphone mobile/cellulaire et des abonnements actifs au haut débit mobile ; Importante diaspora disposant d'un vivier de talents et de compétences numériques avancées ; Engagement actif du secteur financier dans le développement des TIC ; population jeune de plus en plus instruite. 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Disponibilité limitée de ressources financières à grande échelle ; Disponibilité immédiate limitée de ressources humaines qualifiées dans le domaine numérique ; Coûts élevés de l'énergie ; Taille limitée du marché local ; Nombre limité de centres de formation numérique dans le pays ; Environnement réglementaire évolutif et toujours en cours de développement ; Intégration régionale limitée en raison du manque d'infrastructures numériques avec les pays de la CEDEAO.
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de l'infrastructure des centres de données et conditions d'expansion ; Demande croissante de solutions d'administration en ligne et de certaines solutions commerciales ; Partenaires financiers engagés dans la construction du centre régional des TIC ; Amélioration de l'infrastructure numérique grâce à l'exploitation du parc technologique de Cabo Verde ; Amélioration des connexions internationales et de l'intégration régionale – centre régional des TIC ; Intérêt croissant des entreprises numériques internationales pour l'externalisation en Afrique ; Expansion du secteur des services dans le cadre de la stratégie numérique ; Possibilités d'éducation et de formation en ligne. 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> Réduction du dynamisme du secteur des affaires et de la culture entrepreneuriale ; Concurrence des autres régions ; Progrès technologique accéléré dans le monde.

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Infrastructure de télécommunication	E-tourisme	Services financiers basés sur les TIC
En raison de sa situation stratégique, le Cabo Verde peut devenir un important centre de télécommunications pour la région. Au niveau local, il existe un potentiel important d'investissement dans l'infrastructure fixe à large bande.	L'économie du Cabo Verde bénéficie largement du secteur du tourisme. Une plus grande valeur pourrait encore être extraite du secteur grâce à la numérisation, les préférences des consommateurs évoluant avec la technologie.	Étant l'un des pays les plus connectés de la région, les prestataires de services financiers sont mieux placés pour atteindre les consommateurs par des moyens numériques. Les transferts de fonds représentant une part importante de l'économie, les possibilités offertes aux technologies financières sont tout aussi importantes.

5. CONTACTS

Direction générale des télécommunications et de l'économie numérique	L'agence centrale pour la promotion du développement technologique au Cabo Verde	Directeur : Aruna Handem E-mail : aruna.handem@mf.gov.cv Site web : https://mf.gov.cv/dgtd
Agence multisectorielle de régulation économique	Agence gouvernementale chargée d'administrer la réglementation technique dans les secteurs de la communication, de l'énergie, de l'eau et des transports	Téléphone : (+238) 260 44 00/01/02/03 E-mail : info@arme.cv Site web : https://www.arme.cv/

ZOOM SUR LE PAYS :

SÉNÉGAL



1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	16,3 millions
Superficie	192 530 km ²
Monnaie	Franc CFA (XOF)
Langues	Français (officiel), Wolof, Mandinka, Jola (Diola), Pular, Serere

Commerce	
Principaux produits exportés	Huiles et combustibles minéraux ; perles, pierres et métaux précieux ; poissons et crustacés
Principaux produits importés	Huiles et combustibles minéraux ; céréales ; véhicules

Dynamisme économique	
PIB, nominal	23,6 milliards de dollars US
Croissance du PIB (réel, 2014-2019)	6,4%
IDE, flux entrants	4,2 milliards de dollars US
Investissement privé intérieur brut	5,8 milliards de dollars US

Le Sénégal est la 10ème économie la plus compétitive d'Afrique et la 3ème d'Afrique de l'Ouest, en grande partie grâce à ses institutions fortes et historiquement reconnues. La compétitivité et la capacité d'innovation de l'économie sénégalaise, la solidité et la stabilité du cadre institutionnel et juridique, ainsi que le climat des affaires contribuent à faire du pays une destination viable pour les investisseurs étrangers.

2. SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

Le Sénégal est l'une des destinations de plus en plus attrayantes pour les investissements dans les TIC et la technologie en Afrique. Le rapport Doing Business de la Banque mondiale la classe parmi les dix premiers pays à avoir amélioré l'environnement des affaires. Après avoir posé un certain nombre de câbles sous-marins et investi dans d'autres infrastructures TIC nationales, on estime que le secteur des TIC contribue désormais à hauteur de 5,1% au PIB du pays. Les secteurs naissants du commerce électronique et de l'externalisation des tâches administratives (BPO) recèlent un potentiel important.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	114
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	40%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	1,06%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Sénégal	
Forces <ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructure de télécommunications robuste ; ▪ Taux élevé de pénétration de l'internet ; ▪ Une main-d'œuvre jeune, instruite et compétitive ; ▪ Taux de pénétration élevé de la téléphonie (+109%). 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> ▪ Malgré un accès relativement solide, l'approvisionnement en électricité au Sénégal est coûteux ; ▪ La connectivité numérique et physique doit être améliorée ; ▪ Administration complexe de la fiscalité ; ▪ Appropriation insuffisante des développements technologiques et de la production technique innovante ; ▪ Absence de connexion internet fiable dans les zones rurales.
Opportunités <ul style="list-style-type: none"> ▪ 700 km de côtes, permettant de multiples points d'atterrissage pour les infrastructures de câbles sous-marins ; ▪ Accès préférentiel au marché de l'Union européenne (UE) pour l'exportation de produits et de services ; ▪ L'adoption rapide de la technologie numérique et des biens et services numériques. 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un partage limité des infrastructures et un coût relativement élevé des fréquences radio ; ▪ Accès difficile à l'Agence pour la Promotion des Investissements (API) de la part des opérateurs de télécommunication ; ▪ Manque de fonds pour la recherche et le développement (R&D) dans le secteur des TIC.

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Services financiers basés sur les TIC	Externalisation des processus d'affaires (BPO)	E-agriculture
La banque mobile est une forme majeure de service financier suite à la croissance de l'abonnement mobile. La banque en ligne est encore sous-développée. De plus en plus, les personnes non bancarisées préfèrent les formes numériques de services bancaires aux formes traditionnelles.	Avec des coûts de main-d'œuvre relativement faibles, une population jeune (de plus en plus urbaine) et des services de télécommunications plus abordables, le BPO présente un grand potentiel au Sénégal, notamment pour les parties francophones du monde.	L'agro-industrie est en plein essor au Sénégal. L'aspect commercial de l'agriculture progresse, tout comme la technologie nécessaire. Une demande accrue de technologie numérique dans l'agriculture est observée au Sénégal.

5. CONTACTS

Agence de l'Informatique de l'État	E-mail : cheikh.bakhom@adie.sn Site web : https://www.adie.sn/
Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX)	Téléphone : (+221) 33 849 05 55 E-mail : infos@apix.sn Site web : http://investinsenegal.com

ZOOM SUR LE PAYS :

MALI



1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	19,7 millions
Superficie	1,2 million de km ²
Monnaie	Franc CFA (XOF)
Langues	Français (officiel), mandingue, soninké, bomu, bozo, dogon, peul et senufu, etc.

Commerce	
Principaux produits exportés	Perles, pierres et métaux précieux ; coton ; animaux vivants et produits de l'élevage
Principaux produits importés	Huiles et carburants minéraux ; véhicules ; machines et équipements électriques

Dynamisme économique	
PIB, nominal	17,5 milliards de dollars US
Croissance du PIB (réel, 2014–2019)	5,2%
IDE, flux entrants	494 millions de dollars US
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	3,9 milliards de dollars US

L'économie malienne a connu une trajectoire de croissance soutenue, avec des taux moyens supérieurs à 5% au cours des cinq dernières années. Cela est dû en grande partie à un secteur agricole robuste et à un secteur minier florissant. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et d'une énergie à un coût compétitif, le dynamisme de l'économie, les fortes incitations du gouvernement, sa position centrale dans le commerce transfrontalier de la sous-région et son système bancaire et financier sain et ouvert représentent des éléments clés de l'attractivité du Mali pour les capitaux étrangers à la recherche de destinations commerciales favorables en Afrique de l'Ouest.

2. SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

Le Mali accorde une grande importance aux TIC dans le cadre de sa stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté. La contribution estimée des TIC à l'économie nationale est passée de 3,2% en 2013 à environ 5% du PIB en 2020.

Le Mali est l'un des pays enclavés de la région, il n'a donc pas d'accès direct aux câbles sous-marins. Le pays a toutefois investi dans une dorsale nationale en fibre optique, reliant le pays à des câbles sous-marins via la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Mauritanie.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	125
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	26%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	1,20%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Mali	
Forces <ul style="list-style-type: none"> La dorsale nationale en fibre optique donne accès aux câbles continentaux sous-marins ; Une politique et une stratégie de développement numérique bien développées ; Textes Télécom/TIC conformes à ceux de la CEDEAO après transposition des Actes complémentaires de la CEDEAO dans le système juridique malien ; Structures publiques de télécommunications/TIC en place ; Développement rapide des start-ups locales. 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> Faible connectivité rurale ; Le coût de l'internet demeure relativement élevé ; Réglementation insuffisante des opérateurs de TIC en gros ; Le Fonds d'accès universel ne fonctionne pas comme il le pourrait ; Le coût élevé de l'énergie ; Ressources limitées des structures publiques chargées de développer des stratégies numériques ; Nombre limité de professionnels certifiés au niveau national et centres de formation numérique d'excellence dans le pays.
Opportunités <ul style="list-style-type: none"> Un marché des télécommunications dynamique et peu concurrentiel ; Développement rapide de l'argent mobile au Mali, avec 24% du Mali au-dessus de la moyenne africaine ; Potentiel pour les transactions électroniques et le commerce électronique avec seulement 5% de la population adulte utilisant la banque numérique ; Accès amélioré à de nouveaux marchés grâce à la diffusion numérique et aux plateformes électroniques ; Possibilités d'éducation et de formation en ligne. 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> Instabilité géopolitique dans la partie nord du pays ; L'insécurité règne sur les deux tiers du pays et les infrastructures de télécommunications sont régulièrement détruites dans le nord du pays ; Arrêt des grands plans de développement des infrastructures de télécommunications dans les deux tiers du pays (fibre optique) (partie nord) ; Le personnel des télécommunications est menacé dans les deux tiers du pays (partie nord).

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Infrastructure de télécommunication	Services financiers basés sur les TIC	Commerce en ligne
Plus de 60% de la masse terrestre du Mali reste vulnérable au vandalisme des infrastructures par les groupes terroristes. Les investisseurs qui sont capables de s'adapter en proposant des solutions innovantes seraient bien placés pour conquérir ce vaste marché.	Parmi la population, 47% détiennent un compte mobile money, contre 23,3% qui détiennent un compte bancaire traditionnel. Le marché semble favoriser la banque numérique. Avec une importante diaspora qui transfère des fonds chez elle, cet espace présente un potentiel important.	Étant donné la confiance croissante des consommateurs dans l'utilisation des services financiers basés sur les TIC, le marché du commerce électronique a connu une croissance importante. Le marché n'en est toutefois qu'à ses débuts, et les investisseurs peuvent tirer parti de ce marché en pleine expansion.

5. CONTACTS

Ministère de l'Économie numérique (MEN)	Téléphone : +223 20 21 90 04 Site web : https://communication.gouv.ml
Agence de promotion des investissements du Mali	Téléphone : +223 20 22 95 25 E-mail : info@apimali.gov.ml Site web : https://apimali.gov.ml/

ZOOM SUR LE PAYS :

NIGERIA



1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	206 millions
Superficie	911 000 km ²
Monnaie	Naira nigérian (NGN)
Langues	Anglais (officiel), Hausa, Yoruba, Igbo, Fulfulde, Ibibio, Kanuri, Tiv

Commerce	
Principaux produits exportés	Pétrole brut ; gaz naturel ; cacao
Principaux produits importés	Pétrole raffiné ; blé ; pneus en caoutchouc

Dynamisme économique	
PIB, nominal	448 milliards de dollars US
Croissance du PIB (réel, 2014-2019)	2,208%
IDE, flux entrants	2,3 milliards de dollars US
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	12,13%

Le Nigeria est la plus grande économie d'Afrique en termes de PIB nominal. Une grande partie des revenus du pays provient de ses exportations de pétrole, dont il est le premier exportateur en Afrique. Le pays possède également les plus grandes réserves de gaz naturel du continent. Au-delà du pétrole, le Nigeria conserve un important secteur agricole qui fait vivre, au moins partiellement, jusqu'à 70% de la population. Les principaux produits agricoles sont l'huile de palme, le cacao, le sorgho et l'ananas.

2. SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

Les récentes infrastructures de câbles sous-marins ont entraîné une augmentation de plus de 2,705% de la largeur de bande Internet de gros disponible au Nigeria. Toutefois, le coût plus élevé du trafic de données à l'intérieur du pays limite l'accès pour de nombreux Nigériens, mais offre aux investisseurs la possibilité de combler cette lacune de la connectivité terrestre. Le marché nigérian des TIC a connu une telle croissance que le ministère des Communications et de l'Économie numérique estime que les TIC représentent 17% du PIB national et pourraient atteindre 45%.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	99
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	34%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	0,03%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Cabo Verde	
<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> Le plus grand marché de la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne et un taux élevé de possession de téléphones mobiles ; Connectivité internationale ; Concurrence sur le marché des télécommunications ; Partage de l'infrastructure de la tour ; L'écosystème numérique de Lagos (et d'autres grandes villes) ; Certains développements et succès importants en matière de services numériques (par exemple, dans les services financiers numériques). 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> Faible infrastructure et pénétration du haut débit fixe ; Absence de couverture du haut débit mobile 3G dans les zones rurales ; faible couverture 4G dans tout le pays ; Qualité variable du service de télécommunication ; Disponibilité variable de l'électricité ; Connaissances et compétences numériques limitées.
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> Une demande croissante et des économies d'échelle de la part d'une population jeune et nombreuse ; La culture entrepreneuriale ; Développement de l'infrastructure du haut débit mobile (2G dans tout le pays ; 3G uniquement dans les zones urbaines, les capitales et les principaux corridors) ; déploiement de la 4G ; Accès au financement international (principalement au stade de la croissance, de plus en plus à des stades plus précoces) ; Le pouvoir économique et le niveau d'éducation de la diaspora ; Parrainage par le gouvernement de l'agenda numérique et de la numérisation des services publics. 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> Pauvreté/faible possession de comptes bancaires, en particulier dans le nord ; L'accès à la 4G est limité par les smartphones à bas prix ; L'informalité des entreprises ; Barrières mentales contre l'utilisation des services numériques (manque de confiance des utilisateurs potentiels) ; L'accès difficile des entrepreneurs numériques aux financements de départ et au crédit bancaire ; Solutions de cybersécurité Réglementations complexes et restrictives pour les services financiers numériques nigériens (DFS) (par exemple, exigences en matière de licence et numéros de vérification bancaire) ; Fluctuation des conditions de change des devises.

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Infrastructure de télécommunication	E-tourisme	Services financiers basés sur les TIC
La population africaine étant la plus importante, le potentiel de croissance est immense, plus d'un quart de la population vivant à portée de la couverture 3G. La 4G et l'infrastructure fixe à large bande sont les prochaines frontières, car les niveaux de revenus augmentent également.	Le Nigeria est le plus grand marché africain d'entreprise à consommateur (B2C) en termes de taille et de revenus. Les dépenses liées au commerce électronique sont estimées à 12 milliards de dollars US, et devraient atteindre plus de 75 milliards de dollars US d'ici 2025. Le marché n'est pas encore aussi efficace, et il existe diverses possibilités d'améliorer le service et de capter la valeur en retour.	Ces dernières années, l'espace fintech nigérian a connu une forte activité, y compris des investissements étrangers. À mesure que le commerce électronique et d'autres entreprises adoptent la technologie numérique, des solutions de transaction, d'épargne et d'autres services financiers vont être nécessaires.

5. CONTACTS

Ministère fédéral des Communications et de l'Économie numérique	Création d'un ministère pour favoriser la croissance des économies du numérique et de la connaissance	E-mail : info@commtech.gov.ng Site web : https://www.commtech.gov.ng/
Agence nationale pour le développement des technologies de l'information	Création d'une agence chargée de mettre en œuvre les politiques de développement des TIC du Nigeria	E-mail : info@nitda.gov.ng Site web : https://nitda.gov.ng/

ZOOM SUR LE PAYS :

GAMBIE



1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	2,3 millions
Superficie	11 295 km ²
Monnaie	Dalasi gambien (GMD)
Langues	Anglais (officiel), mandingue, pulaar, wolof, serer, diola, soninke

Commerce	
Principaux produits exportés	Cacahuètes, coton, poisson
Principaux produits importés	Coton pur tissé léger ; pétrole ; riz

Dynamisme économique	
PIB, nominal	1 902 milliards d'euros
Croissance du PIB (réel, 2014-2019)	6,1%
IDE, flux entrants	32,27 millions de dollars US
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	6,68%

Avec d'importantes portions de terres arables et des précipitations prévisibles, l'économie de la Gambie a traditionnellement reposé sur l'agriculture, qui fait vivre jusqu'à 75% de la population. En outre, l'industrie de la pêche contribue jusqu'à 2% du PIB du pays. Un secteur touristique en pleine croissance dans le pays a également contribué à plus de 5% de l'emploi dans le pays et continuait à se développer avant la pandémie à COVID-19.

2. SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

La Gambie a créé la Gambia Submarine Cable Company pour gérer les liaisons internationales vers le pays et favoriser la connectivité nationale en posant 947 km de câble à fibres optiques le long du fleuve Gambie. Des efforts tels que ceux-ci et d'autres ont conduit à un taux de pénétration de l'internet de 70% dans le pays, et ont bien positionné la Gambie pour maximiser le potentiel de son économie numérique émergente.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	111
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	51%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	0,194%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Cabo Verde	
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Un taux de pénétration élevé de la téléphonie mobile, 93% des ménages possédant un téléphone portable ; Parmi les taux d'urbanisation les plus élevés d'Afrique ; Propice à la réalisation d'une couverture universelle rentable ; Marché des télécommunications concurrentiel avec quatre opérateurs mobiles et sept fournisseurs de services Internet (FSI) ; Des politiques fortes pour favoriser les investissements dans les TIC ; L'enregistrement unique d'une entreprise permet d'établir une entité commerciale légale ; Les transactions d'argent mobile augmentent à un bon rythme (depuis le début de la collecte des données – 20% de croissance de juin à septembre 2020). 	<ul style="list-style-type: none"> Le premier kilomètre : Dépendance à l'égard d'un seul câble sous-marin (qui connaît généralement 6 à 7 interruptions par an) et d'une autre route terrestre trop coûteuse vers le Sénégal ; Le kilomètre intermédiaire : Accès limité et mauvais entretien de l'infrastructure dorsale nationale de gros en fibre optique (ECOWAN) ; Le dernier kilomètre : Absence de connexion au réseau national à large bande ; faible adoption et faible coût du haut débit mobile (en particulier de la 4G dans les zones rurales) ; Absence de cartographie des catalyseurs numériques : Peu connaissent le nombre de centres de données dans le pays ou l'utilisation des points d'échange Internet, etc. ; Le secteur du commerce électronique n'en est encore qu'à ses débuts, avec une économie largement basée sur l'argent liquide.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Un marché de plus en plus féru de technologie qui adopte les produits et services numériques ; Le prochain portail d'administration en ligne devrait permettre de transférer davantage de services en ligne ; La géographie unique du pays permet une plus grande facilité de connectivité terrestre. 	<ul style="list-style-type: none"> L'électricité est une préoccupation majeure, bien que des améliorations aient été apportées, le coût de l'énergie restant élevé ; Le littoral étroit et très fréquenté et les liaisons fluviales entraînent une concentration des infrastructures de connectivité internationale et constituent un point de défaillance important.

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Infrastructure de télécommunication	Externalisation des processus d'affaires	Services financiers basés sur les TIC
Le pays ne disposant actuellement que d'une seule liaison par câble sous-marin, il est nécessaire de mettre en place des liaisons internationales supplémentaires et les infrastructures locales correspondantes. Comme dans d'autres parties de la région, des investissements dans la connectivité terrestre sont nécessaires. La géographie étroite de la Gambie est propice à de tels investissements.	Avec l'émergence d'une classe jeune et éduquée en Gambie, susceptible de parler plusieurs langues comme l'anglais et le français, les services BPO, tels que les centres d'appels, constituent un investissement judicieux en Gambie. Le fuseau horaire favorable aux marchés européens et les coûts de main-d'œuvre relativement abordables renforcent également le potentiel des services BPO.	Comme dans d'autres parties de la région, les services financiers numériques deviennent des alternatives ou des compléments populaires aux services financiers traditionnels. Le secteur n'en est qu'à ses débuts, et les directives réglementaires sont encore en cours d'élaboration. Il s'agit d'une excellente occasion de tirer parti d'un marché qui n'est pas encore saturé.

5. CONTACTS

Agence de promotion des investissements et des exportations de Gambie (GIEPA)	Agence chargée de faciliter les investissements en Gambie	Hamey B. Jawara Directeur principal, Promotion et facilitation des investissements E-mail : hbjawara@giepa.gm
Ministère des Infrastructures de l'information et de la communication	Politiques et stratégies gouvernementales globales en matière de TIC	Téléphone : (220) 4373398 Site web : https://moici.gov.gm/

ZOOM SUR LE PAYS :

GHANA



1. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Démographie et territoire	
Population	30,4 millions
Superficie	227 540 km ²
Monnaie	Cedi ghanéen (GHS)
Langues	Anglais (officiel), Akan, Ewe, Dagbani, Dangme

Commerce	
Principaux produits exportés	Perles, pierres et métaux précieux ; huiles et combustibles minéraux ; cacao
Principaux produits importés	Véhicules, machines et équipements électriques, céréales

Dynamisme économique	
PIB, nominal	67 milliards de dollars US
Croissance du PIB (réel, 2014-2019)	6,1%
IDE, flux entrants	2,3 milliards de dollars US
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	9,6 milliards de dollars US

Le Ghana est l'économie la plus compétitive d'Afrique occidentale et la huitième d'Afrique. Le pays doit cette performance à ses institutions solides et à l'adoption la plus large des TIC en Afrique de l'Ouest, en plus de l'étendue des compétences et de la capacité d'innovation. Outre la qualité élevée et le faible coût de la main-d'œuvre et de l'énergie, la convivialité et le dynamisme de l'environnement commercial font du Ghana l'une des destinations africaines les plus favorables aux investisseurs étrangers.

2. SECTEUR DES TIC



Source : Shutterstock.com

Propulsé par l'engagement du gouvernement à promouvoir une économie numérique, le secteur des TIC du Ghana a connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie. Le trafic de données mobiles, par exemple, a été multiplié par plus de 15 entre 2016 et 2020. Diverses initiatives concernant les câbles sous-marins, les centres de données, la cybersécurité et les pôles technologiques ont également contribué à faire du Ghana un centre de télécommunications important pour la région.

Abonnements mobiles pour 100 habitants	130
Utilisateurs de l'internet pour 100 habitants	53%
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	0,25%

Source : World Bank data.

3. SWOT

Le secteur des TIC au Cabo Verde	
Forces <ul style="list-style-type: none"> Internet relativement stable dans les villes du pays ; Augmentation du nombre de hubs et d'espaces de co-working pour l'industrie ; Environnement politique stable caractérisé par des élections et des transitions démocratiques tous les quatre ans ; Incitations gouvernementales pour attirer les IDE dans le secteur des TIC (village TIC, zones franches et usine unique) ; Prototypage et conception de produits et services TIC ; Une main-d'œuvre jeune et énergique ; Environnement macroéconomique et juridique favorable. 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> les lacunes en matière de compétences (dus à l'inadéquation des programmes d'études, à la faible participation de l'industrie, au manque de financement, au démarrage tardif de la formation aux TIC, au manque de formateurs qualifiés en TIC et à l'insuffisance des ressources d'apprentissage) Les postes vacants difficiles à pourvoir (tels que les chefs de produit, les ingénieurs en infrastructure, les experts en cybersécurité et le développement mobile (iOS)) ; Données internet coûteuses ; Manque de soutien des investisseurs pour les jeunes pousses du secteur des TI ; Grand écart entre les sexes ; Les défis de la production et de la distribution d'électricité.
Opportunités <ul style="list-style-type: none"> Le mouvement national de numérisation crée des opportunités pour les partenariats public-privé ; Fintech, e-agriculture et e-education ; Services d'accès sans fil à large bande ; Établissements de formation aux TIC. 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> Problèmes de confidentialité et de protection des données ; Dépréciation de la monnaie locale en raison de la faiblesse du contenu local ; Pertes d'emplois pour les travailleurs non qualifiés.

4. OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Infrastructures et services de télécommunication	Développement de logiciels et services	Externalisation des processus d'affaires
<p>Les télécommunications constituent le plus grand sous-secteur des TIC du pays. Avec pas moins de 130 abonnements mobiles pour 100 personnes, le marché est prêt à adopter les produits numériques. Cependant, la pénétration de l'internet est supérieure à 50%, le haut débit fixe étant inférieur à 1%. L'innovation visant à réduire les coûts des services sera importante pour conquérir de nouvelles parts de marché.</p>	<p>Les industries ghanéennes ont été parmi les premières à adopter la technologie numérique dans la région et, à ce titre, les services de développement de logiciels ont existé, et le marché s'est montré favorable à la valeur qu'ils apportent. Les solutions logicielles sur mesure et le conseil en logiciels pour l'amélioration des entreprises font partie des services à fort potentiel.</p>	<p>Comme d'autres économies de la région, le Ghana dispose d'une population jeune et de plus en plus instruite, dont les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs à ceux des pays plus industrialisés. Cette population est susceptible de s'y connaître en technologie, de bien parler anglais et de vivre dans un fuseau horaire adapté non seulement aux marchés européens, mais aussi aux marchés africains.</p>

5. CONTACTS

Ministère des Communications et de la Numérisation	Ministère responsable de l'élaboration et de la Mise en œuvre de la politique et de la stratégie en matière de TIC	Téléphone : +233 302 666 465 E-mail : info@moc.gov.gh Site web : www.moc.gov.gh
Centre de promotion des investissements au Ghana	Agence centrale pour la promotion et la facilitation des investissements	Téléphone : +233 302 665 125/6 E-mail : info@gipc.gov.gh Site web : www.gipc.gov.gh



